



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Direction Inspection Contrôle Audit

Affaire suivie par : [REDACTED]

Courriel : [REDACTED]

Dijon, le 21 OCT. 2025

La directrice générale de l'agence régionale de santé
à

Monsieur le Directeur délégué
EHPAD Jacques Weinman CHSLD Avanne
16 rue des Cerisiers
25720 AVANNE-AVENEY

RAR N° 2C 190 060 1105 7

Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L313- 13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – FINESS 250002888 - EHPAD JACQUES WEINMAN CSHLD AVANNE - AVENEY

PJ : tableau des mesures définitives

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, je vous ai adressé, par lettre du 24 juillet 2025, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse aux 3 prescriptions et 2 recommandations envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport.

J'accuse réception de votre réponse du 5 septembre 2025, ainsi que des pièces jointes à cette dernière. A la suite de l'analyse de ces éléments de réponse que vous avez portés à ma connaissance et conformément à ce que je vous annonçais dans ma lettre du 24 juillet 2025, je vous notifie les mesures définitives relatives aux prescriptions et recommandations. Elles sont rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

J'appelle votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures.

Ces dernières feront l'objet d'un suivi par mes services et plus particulièrement par [REDACTED] chargée de mission médico-social secteur « personnes âgées », à la direction territoriale du Doubs : [REDACTED]

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- d'un recours gracieux à mon attention,
- d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées ;
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

La directrice générale,



Copie à :

Madame la Présidente
Conseil Départemental du Doubs
7 avenue de la Gare d'Eau
25031 BESANÇON CEDEX

Date de mise à jour
des mesures :
Affaire suivie par :

30/03/2025

Item réalisateurs :
Adresses :
Culte postal :

EPHAD JACQUES WEINMAN - CSHLD AVANNE
18 R. DES CRESSIERS
25120

Commune : AVANNE AUVREY

Tableau des mesures afférentes
Prescriptions

N°		Libellé	Fondement juridique	Délai	Eléments de preuve à fournir	Références réguliers (ja)	Livres QM/ Abandonnés	Date de la livrée	Observations
Prescriptions									
1		Disposer d'un temps de mission coordonnateur conforme à la capacité de l'EPHAD-108 ETP- proposer, dans l'intervalle, une disposition transitoire ou alternative permettant d'assurer le soutien des équipes soignantes.	Article D312-156 du CASP Article D312-157 du CASP Article D312-159 1° CASP	6 mois	Actions mises en œuvre Publication d'offres d'emploi Contrat de travail Avenant au contrat de travail du médecin coordonnateur Autres modalités d'intervention proposées.	E2	Abandonnée		La mission prend acte de la réponse apportée par la structure, qui indique la présence d'un médecin coordonnateur remplaçant 2,7 ETP au niveau de l'unité juridique, ainsi que d'un médecin à temps partiel affecté à l'EPHAD. En conséquence, la prescription n°1 est abandonnée.
2		Renforcer l'organisation des soins afin de garantir des prestations individualisées et adaptées au sein de l'établissement par des équipes pluridisciplinaires qualifiées : - en évaluant à l'avance la maquette organisationnelle, le besoin en ressources humaines qualifiées en matière d'AS/ICD (ETP cible) pour accompagner les résidents ; - en assurant un suivi de la maquette organisationnelle pour optimiser les ressources soignantes en lien avec l'ETP cible ; - en limitant la relation du personnel soignant, en particulier le recours aux CDO ; - en disposant d'un personnel qualifié, ayant une connaissance de la structure et des résidents ; - en assurant de la détection effective des diplômés par les personnels pour tout recrutement, y compris en CDO ; - en inscrivant les professionnels FFAS en poste soit dans une formation diplômante soit dans un parcours VAE en proposant aux personnels FFAS en poste de s'inscrire dans une formation diplômante ou dans un parcours VAE.	Article L312-3 du CASP Article L312-3 II et 4 du CASP Article D312-156 1° du CASP Article L4311-3 à 4 du CSP	6 mois	Tableau d'analyse RH à renseigner	E1	N		Au regard du tableau RH transmis, la mission relève : - un besoin en effectifs IDE de 17,9 ETP, pour un effectif réel de 7,2 ETP, la cible n'étant donc pas couverte ; - un besoin en effectifs AS et auxiliaires de 85,3 ETP, pour un effectif réel de 36,1 ETP, la cible n'étant pas couverte ; - l'absence de cadre de santé ; - concernant la qualification en l'inscription à l'ordre, les IDE sont en conformité ; - concernant les diplômés des AS, seuls 53 % ont pu être vérifiés, ce qui n'est pas conforme ; - l'engagement des personnels FFAS dans une formation qualifiante ou un parcours VAE est effectif ; - un taux de turnover de 11 %, relativement faible ; - l'impossibilité de circuler la par CDO/CDH en raison d'un tableau RH mal renseigné. La prescription n°2 est maintenue et reformulée : Renforcer l'organisation des soins afin de garantir des prestations individualisées, définies par des équipes pluridisciplinaires qualifiées au sein de l'établissement, en veillant à : - évaluer, à l'avance la maquette organisationnelle, les besoins en ressources humaines qualifiées (AS/ICD) au regard des ETP cibles nécessaires pour accompagner les résidents ; - assurer un suivi régulier de la maquette organisationnelle, afin d'optimiser l'allocation des ressources soignantes en lien avec les ETP cibles ; - garantir, lors de tout recrutement (y compris en CDO), la vérification et la détection effective des diplômés requis.
3		Demandeur à l'ensemble des personnels infirmiers en poste de l'inscrire à l'ordre infirmier et l'assurer de l'effectivité de cette inscription.	Article L4311-15 du CSP	1 mois	Tableau d'analyse RH à renseigner	E3	Abandonnée		Au regard du tableau RH transmis, la mission relève que les personnels IDE ont inscrit à l'ordre professionnel. En conséquence, la prescription n°3 est abandonnée.

Tableau des mesures définitives
Recommandations

Date de mise à jour des mesures : 30/09/2025

Affaire suivie par : [REDACTED]

Nom établissement : EHPAD JACQUES WEINMAN _ CSHLD AVANNE

Adresse : 16 R DES CERISIERS

Code postal : 25720

Commune : AVANNE AVENEY

Recommandations							
Nb	2	Libellé	Référentiel de bonnes pratiques	Référence rapport E/R	Levée O/N/ Abandonnée	Date de la levée	Observations
1		Renforcer, auprès des professionnels intervenant dans le soin, la diffusion et l'application des bonnes pratiques professionnelles en gériatrie, leur harmonisation et consolider l'organisation des soins dispensés en instaurant des réunions de coordination et régulation des équipes soignantes pilotées par le MEDEC et/ou l'IDEC.	RBPP Bientraitance : définitions et repères pour la mise en œuvre – HAS-2008 partie 2 p.25 RBPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la	8.2	N		La mission relève que la structure engage des actions visant à renforcer les échanges pluriprofessionnels. Une intervention extérieure est en cours pour interroger les pratiques et les relations inter-métiers. Par ailleurs, un projet structurant prévoyant la mise en place d'espaces de discussion partagés, ainsi qu'une formation en management destinée aux responsables de service, devraient voir le jour d'ici la fin de l'année. La recommandation n°1 est maintenue et notifiée dans l'attente de la mise en œuvre effective de ces actions.
2		Disposer d'un organigramme régulièrement mis à jour de l'ensemble des collaborateurs en poste, en identifiant les liens hiérarchiques et fonctionnels entre les différentes composantes de la structure ainsi que les postes vacants, afin de donner une lisibilité de l'organisation aux personnels permanents ou occasionnels et aux familles.	RBPP bientraitance : définitions et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008	8.1	N		En l'absence d'un organigramme spécifique à l'EHPAD, la recommandation n°2 est maintenue et notifiée.